



Assemblée générale

Distr. limitée

22 octobre 2015

Français

Original : anglais

Soixante-dixième session

Première Commission

Point 97 y) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet :

Traité sur le commerce des armes

Afrique du Sud, Australie, Autriche, Bénin, Costa Rica, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Italie, Jamaïque, Japon, Libéria, Liechtenstein, Mexique, Mongolie, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République dominicaine, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Togo et Trinité-et-Tobago : projet de résolution

Traité sur le commerce des armes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 61/89 du 6 décembre 2006, 63/240 du 24 décembre 2008, 64/48 du 2 décembre 2009, 67/234 A du 24 décembre 2012, 67/234 B du 2 avril 2013, 68/31 du 5 décembre 2013 et 69/49 du 2 décembre 2014, et sa décision 66/518 du 2 décembre 2011,

Constatant que le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération sont indispensables au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Reconnaissant les conséquences sécuritaires, sociales, économiques et humanitaires du commerce illicite ou non réglementé d'armes classiques,

Reconnaissant également aux États des intérêts légitimes d'ordre politique, sécuritaire, économique et commercial dans le commerce international des armes classiques,

Soulignant la nécessité de prévenir et d'éliminer le commerce illicite d'armes classiques et d'empêcher leur détournement vers le commerce illicite ou pour un usage final non autorisé, ou encore à destination d'utilisateurs finaux non autorisés, notamment aux fins de la commission d'actes terroristes,

Prenant note de la contribution apportée par le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses



aspects¹, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée², et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites³,

Reconnaissant l'importance du rôle de sensibilisation que jouent les organisations de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et les milieux professionnels dans les actions visant à prévenir et éliminer le commerce non réglementé ou illicite d'armes classiques et à prévenir leur détournement, ainsi que dans l'appui à la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes⁴;

Se félicitant d'avoir adopté le Traité le 2 avril 2013 et de son entrée en vigueur le 24 décembre 2014, et *notant* qu'il reste ouvert à l'adhésion de tout État ne l'ayant pas encore signé,

1. *Accueille avec satisfaction* les décisions prises à la première Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, tenue à Cancún (Mexique) du 24 au 27 août 2015, et *note* que la deuxième Conférence se tiendra en 2016;

2. *Prend note* du travail que le secrétariat provisoire a accompli en vue de la première Conférence des États parties et de l'appui qu'il a fourni;

3. *Invite* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier, accepter ou approuver le Traité ou à y adhérer, selon leurs procédures constitutionnelles respectives;

4. *Invite* les États qui sont en mesure de le faire à offrir leur aide, notamment sous la forme d'un appui juridique ou législatif, d'un renforcement des capacités institutionnelles ou d'une assistance technique, matérielle ou financière, aux États demandeurs, en vue de promouvoir l'universalisation du Traité;

5. *Souligne* qu'il importe au plus haut point que les États parties au Traité en appliquent effectivement et intégralement l'ensemble des dispositions et les engage à s'acquitter des obligations qu'il met à leur charge;

6. *A conscience* de la complémentarité entre les instruments internationaux sur les armes classiques et le Traité, et, à cet égard, exhorte tous les États à mettre en œuvre des mesures nationales visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite ou non réglementé des armes classiques, conformément à leurs obligations et engagements internationaux respectifs;

7. *Invite* tous les États parties au Traité à présenter leur rapport initial et leur premier rapport annuel portant sur l'année civile précédente, comme le prévoit l'article 13 du Traité, et à renforcer ainsi la confiance, la transparence et l'application du principe de responsabilité;

8. *Engage* les États parties et signataires qui sont en mesure de le faire à fournir au moyen d'un fonds de parrainage à contributions volontaires une

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2326, n° 39574.

³ Voir décision 60/519 de l'Assemblée générale et A/60/88 et Corr.1 et 2, annexe.

⁴ Voir résolution 67/234 B.

assistance financière qui contribuera à financer la participation aux réunions du Traité des États qui sans cela ne pourraient y participer;

9. *Engage également* les États parties à renforcer leur coopération avec la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les milieux professionnels et les organisations internationales concernées, et à collaborer avec les autres États parties aux niveaux national et régional, aux fins de l'application effective du Traité;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Traité sur le commerce des armes », et d'y examiner l'application de la présente résolution.
